



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
10 février 2012
Français
Original: anglais

Treizième session

Doha (Qatar)

21-26 avril 2012

Point 8 c) de l'ordre du jour provisoire

**S'attaquer aux problèmes de développement, persistants
et nouveaux, qui ont des incidences sur le commerce
et le développement et sur les question associées
dans les domaines du financement, de la technologie,
de l'investissement et du développement durable**

Table ronde IV de la treizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement – S'attaquer aux problèmes de développement, persistants et nouveaux: une approche intégrée de la promotion de la transformation structurelle

Note thématique établie par le secrétariat de la CNUCED

I. Problèmes persistants et nouveaux

1. La CNUCED affirme depuis longtemps qu'un développement équitable et durable dans les pays en développement passe par un changement structurel et le développement des capacités productives. Si elle insiste tant sur la transformation structurelle, c'est parce qu'il y a développement économique lorsque les ressources sont réorientées d'activités faiblement productives vers des activités à forte productivité. Le secteur industriel a généralement été l'un des principaux moteurs de la transformation structurelle. Par ailleurs, les pays pauvres ont besoin d'une croissance économique soutenue et forte pour créer des emplois et réduire la pauvreté. L'exportation de produits de base peut certes être un facteur de forte croissance mais, comme l'expérience des pays exportateurs de pétrole l'a montré, ce type de croissance est difficile à soutenir et n'est pas toujours créateur d'emplois. C'est pourquoi, s'ils veulent réaliser leurs objectifs nationaux de développement, les pays en développement pauvres doivent s'engager dans un processus de transformation structurelle impliquant une diminution de la part de l'agriculture et une augmentation de la part de l'industrie et des services modernes dans la production. Il ne faudrait pas en conclure pour autant que l'industrialisation doit se faire aux dépens du développement agricole. En effet, si la transformation structurelle aboutit à une baisse de la part de l'agriculture dans la production, il faut néanmoins veiller à ce qu'elle entraîne une hausse de la productivité et

de la production agricoles qui permettront de renforcer la sécurité alimentaire et de créer les conditions, au niveau national, d'une croissance économique soutenue et équitable.

2. La transformation structurelle participe d'un processus socioéconomique complexe qui n'est pas automatique. Si l'on en juge par l'expérience des pays développés et des pays émergents, il faut que les pouvoirs publics se mobilisent activement, notamment en appliquant une politique industrielle, pour promouvoir le secteur industriel et ouvrir la voie au changement structurel. Cela dit, s'il existe des arguments en faveur de la poursuite d'une politique industrielle dans les pays en développement, force est d'admettre que cela n'a pas toujours débouché sur des transformations structurelles, en particulier lorsque cette politique était imposée d'en haut et consistait surtout à soutenir quelques entrepreneurs privilégiés, sans exigence de résultat ni prise en compte appropriée d'autres objectifs économiques et sociaux. Pour éviter de répéter les erreurs du passé, il convient donc d'adopter une nouvelle approche fondée sur les principes suivants: a) meilleure concertation entre l'État et le secteur privé; b) mécanismes disciplinaires efficaces à l'encontre des entreprises et des secteurs affichant des résultats insuffisants; c) plus grande place faite à l'éducation et à la formation; et d) mécanismes crédibles de suivi et d'évaluation des politiques. Enfin, il est clair aujourd'hui que sans un secteur d'exportation dynamique la transformation structurelle risque fort l'asphyxie.

3. L'apprentissage et la modernisation technologiques sont étroitement liés à la transformation structurelle et contribuent à la hausse de la productivité et à l'acquisition d'avantages marchands dynamiques. Parce que le marché tend à sous-investir dans la création de connaissances et parce que l'avantage que prend le premier arrivant crée souvent des écarts durables entre les numéros un de la technologie et ceux qui sont à la traîne, les pays en développement ont généralement besoin de prendre des mesures de soutien actives pour renforcer les capacités locales en matière d'apprentissage et en matière de science, de technologie et d'innovation. La CNUCED estime qu'une stratégie nationale d'innovation peut aider à coordonner les différentes activités et mesures nécessaires pour promouvoir le renforcement des connaissances et des capacités d'apprentissage qui sont indispensables pour combler le retard technologique des pays en développement.

4. Des États développementalistes sont parvenus à relever le défi de la transformation structurelle et de la modernisation technologique, sans toutefois que cela débouche automatiquement sur un développement équitable. À côté des avantages économiques, les changements ont aussi un coût social et, faute de mesures efficaces, le creusement des inégalités peut avoir des effets déstabilisants préjudiciables pour la croissance et le développement à long terme.

5. Toute nouvelle approche des politiques de développement doit aussi être adaptée à l'évolution rapide de l'environnement mondial. Dans les dix dernières années, cet environnement a subi des changements profonds qui ont eu des répercussions importantes sur la croissance, l'emploi et la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. La hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie est désormais une réalité avec laquelle les décideurs doivent composer. On observe également une augmentation du nombre de phénomènes météorologiques extrêmes, due en grande partie aux changements climatiques, et ces mêmes décideurs sont de plus en plus préoccupés de l'influence qu'ils risquent d'avoir sur la croissance future. Les changements climatiques appellent, quant à eux, l'attention sur d'autres types d'atteintes à l'environnement imputables au développement. Par ailleurs, les turbulences financières et économiques qui ont secoué le monde en 2008-2009 ont aggravé l'instabilité macroéconomique et remis en cause certains progrès économiques enregistrés par les pays en développement depuis le début du millénaire. Enfin, de grands pays en développement jouent un rôle de plus en plus important dans le commerce, l'investissement, la finance et la gouvernance mondiale, ce

qui peut dynamiser mais confronter aussi à de nouvelles réalités aussi bien les relations Sud-Sud que les relations Nord-Sud.

6. Tous ces développements compliquent le problème traditionnel de l'organisation d'une transformation structurelle soutenue. Ils soulèvent une multitude de questions de fond en ce qui concerne la finance, la technologie, l'investissement et le développement durable. La table ronde portera sur cinq domaines jugés essentiels pour promouvoir la transformation structurelle et favoriser le développement dans le nouvel environnement mondial.

II. Principaux domaines d'intérêt

A. Agriculture et sécurité alimentaire

7. Pour que la transformation économique des pays en développement soit profitable, l'industrialisation doit venir compléter le développement agricole. Cette association est nécessaire pour venir à bout de l'insécurité alimentaire qui menace de plus en plus ces pays. Beaucoup de pays en développement et de pays les moins avancés (PMA) ne parviendront pas à réaliser l'objectif 1 du Millénaire pour le développement – réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim d'ici à 2015 – à cause de la stagnation de leur productivité agricole. Globalement, la libéralisation du secteur agricole n'a pas profité aux pays en développement. Au contraire. À cause de la libéralisation du commerce, beaucoup de pays, auparavant exportateurs nets de produits alimentaires, sont devenus importateurs nets, ce qui a aggravé l'insécurité alimentaire. Les politiques de suppression du contrôle des prix, de privatisation des exploitations agricoles, de réduction des taxes sur les exportations de produits agricoles, de suppression des subventions aux intrants agricoles et d'encouragement de la concurrence n'ont donné que de maigres résultats.

8. La récente crise alimentaire a montré la vulnérabilité des pays en développement aux chocs extérieurs et devrait rendre les gouvernements et la communauté internationale attentifs à la nécessité de prendre des mesures résolues pour stimuler la productivité et la production agricoles et améliorer l'accès à l'alimentation dans les pays pauvres. Il faut pour cela augmenter les investissements dans l'agriculture, promouvoir le progrès technologique, y compris par la mise en œuvre des technologies de l'information et de la communication (TIC) et d'autres innovations pour tous les agriculteurs, y compris les petits agriculteurs, et organiser des relations dynamiques avec le secteur industriel et le secteur des services, aux niveaux local et national.

B. Mobilisation des ressources intérieures

9. L'appropriation nationale du processus de développement et de ses résultats est essentielle au succès de la transformation structurelle. L'expérience montre que plus les gouvernements mobilisent les ressources intérieures, plus grande est leur maîtrise du choix de leurs politiques de développement. La mobilisation des ressources intérieures facilite aussi l'accès au financement à long terme nécessaire à cette transformation. À cet égard, les pays en développement devraient redoubler d'efforts, par exemple, en favorisant une croissance multisectorielle, en élargissant la base d'imposition, en utilisant les ressources publiques d'une manière plus efficace, en réformant l'administration des douanes, et en enravant la fuite des capitaux.

C. Innovation scientifique et technologique

10. Renforcer les capacités pour la science, la technologie et l'innovation (STI) constitue l'un des principaux enjeux pour les pays en développement. Ceux qui sont parvenus à le faire en ont retiré des avantages considérables en matière de croissance économique et de développement. C'est une entreprise complexe, qui devrait être au cœur de toutes les stratégies nationales de développement. La plupart des solutions aux problèmes sociaux et économiques qui se posent actuellement aux niveaux local et mondial présente une forte composante technologique. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui s'accordent à reconnaître qu'on ne résoudra pas correctement les problèmes de développement économique tant que la science et la technologie ne seront pas intégrées dans les stratégies de développement économique des pays à faible revenu. De plus en plus, les responsables dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire font le constat qu'il leur faut renforcer leurs capacités dans le domaine de la STI pour a) progresser dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, b) améliorer la productivité, la création de richesse et les niveaux de vie en créant de nouvelles activités économiques compétitives pour desservir les marchés locaux, régionaux et mondiaux, et c) résoudre les problèmes sociaux, économiques et environnementaux. Le renforcement de ces capacités et la promotion effective du transfert de technologie amélioreront les perspectives de transformation structurelle dans les pays en développement.

D. Développement d'infrastructures de transport résilientes face aux changements climatiques

11. L'un des principaux obstacles à la transformation structurelle et à la croissance dans les pays en développement réside dans la médiocrité des infrastructures, en particulier dans le secteur des transports, d'où des coûts de transaction élevés qui nuisent à la compétitivité des entreprises nationales sur les marchés mondiaux. Il est donc indispensable de lever cet obstacle pour ouvrir la voie à la transformation structurelle et à la croissance.

12. L'inadaptation et l'insuffisance des infrastructures de transport – rail, routes et ports – contribuent à l'augmentation des coûts de transport et des coûts commerciaux, en particulier dans les régions en développement où les coûts du fret sont relativement plus élevés. Par exemple, selon les estimations, les coûts de transport dans les PMA africains représentent jusqu'à 40 % de la valeur des marchandises, contre 4 % en moyenne dans les pays développés. Le manque d'infrastructures de transport et, partant, la hausse des coûts, l'inefficience des services et la faible connectivité qui en résultent sont autant d'obstacles au commerce et restent une contrainte majeure pour beaucoup de pays en développement.

13. En outre, les infrastructures, les opérations et les services de transport risquent d'être touchés, directement et indirectement, par les effets attendus des changements climatiques. Les risques, les vulnérabilités et les coûts correspondants pourraient être considérables, en particulier pour les pays en développement ayant une faible capacité d'adaptation, y compris les PMA et les petits États insulaires en développement. Compte tenu de la longue durée de vie des infrastructures de transport et de l'importance stratégique d'éviter toute perturbation du fonctionnement des chaînes mondiales d'approvisionnement, il faut repenser suffisamment tôt les approches et les pratiques en vigueur pour adapter les systèmes de transport, malgré les incertitudes concernant les changements climatiques et leurs incidences globales à long terme sur les transports et le commerce. C'est particulièrement important dans le cas des transports maritimes. En effet, les installations portuaires traitant plus de 80 % du commerce mondial de marchandises, leur bon état de fonctionnement et leur résilience face aux changements climatiques sont essentiels à la

capacité pour tous les pays – y compris les pays sans littoral – d'accéder aux marchés mondiaux.

E. Approvisionnement en énergie

14. La transformation structurelle passe par un accès fiable et stable à l'énergie. Or, les pays en développement ont toujours des difficultés à assurer aux ménages et aux entreprises un approvisionnement énergétique suffisant et fiable, à un coût abordable. D'où la nécessité, entre autres choses, d'augmenter les investissements publics et privés dans le secteur de l'énergie et de trouver de nouveaux modes de financement de l'approvisionnement énergétique.

15. Les pays en développement ont des décisions très importantes à prendre quant à la composition du panier énergétique – énergie classique, énergie à faible émission de carbone et énergies renouvelables – qui les placera sur une trajectoire de développement durable et quant aux incidences que la stratégie choisie aura sur la création d'emplois et sur leur potentiel d'exportation ainsi que sur leur contribution à l'effort mondial d'atténuation des changements climatiques. Les objectifs seront d'autant plus complexes qu'ils doivent viser à la fois à l'atténuation de la pauvreté et au développement des capacités productives. Il convient d'accorder une attention particulière aux infrastructures de service, telles que les télécommunications et les transports, qui sont entièrement tributaires de l'accès à l'énergie. Il est essentiel de renforcer les capacités technologiques pour l'adaptation, la diffusion et l'utilisation des technologies modernes d'exploitation des énergies à faible émission de carbone et des énergies renouvelables afin de permettre les transformations structurelles nécessaires pour stimuler la croissance économique dans les pays en développement. Encourager la croissance des entreprises dans les premières étapes du changement structurel exige un accès facile et bon marché à l'énergie.

III. Questions à débattre

1. Comment l'agriculture s'inscrit-elle dans le processus de transformation structurelle? À quel niveau d'autosuffisance les pays doivent-ils parvenir pour garantir la sécurité alimentaire?
2. Quelle place la mobilisation des ressources intérieures devrait-elle occuper dans le financement de la transformation structurelle des pays en développement? Comment les gouvernements peuvent-ils renforcer leur capacité de mobilisation des ressources intérieures?
3. Quels sont les obstacles au renforcement des capacités en matière d'innovation scientifique et technologique dans les pays en développement et quelles mesures faut-il prendre pour les éliminer?
4. Quel est le meilleur moyen pour les pays en développement de financer les infrastructures de transport dont-ils ont besoin pour mener à bien leur transformation structurelle?
5. Comment les pays peuvent-ils améliorer l'accès à l'énergie et déterminer le panier énergétique qui leur permettra de mener à bien leur transformation structurelle?
6. Comment les pays en développement peuvent-ils mener à bien leur transformation structurelle sans compromettre la viabilité environnementale?